

GRM, 2011-2012 – séance 4 / 3 décembre 2011

Actualisation et mémoires de l'enquête ouvrière

Préhistoire de l'enquête ouvrière, du syndicalisme révolutionnaire à La Condition ouvrière de Simone Weil : enquête en première personne et politisation du fait technique

Patrick Marcolini

L'une des questions que nous avons abordées lors des dernières séances, de façon souvent marginale et dans le moment de nos discussions plus que dans celui de nos exposés, a été celle de la ligne de partage qui passe au sein même de l'enquête ouvrière. A savoir : s'il est inclus dans sa définition même que l'enquête ouvrière est une pratique d'investigation portant sur les ouvriers et la classe ouvrière, sur leurs conditions de vie et de travail, et plus largement pour reprendre les mots de Marx « une vaste enquête sur les faits et les méfaits de l'exploitation capitaliste »¹, en revanche la question se pose de savoir qui est l'agent de ce processus d'investigation sociale et politique. Autrement dit : l'enquête ouvrière est une enquête portant sur la classe ouvrière, mais peut-elle être menée par les ouvriers eux-mêmes ?

C'est bien ce qu'affirme, en toute logique, Dario Lanzardo, lorsqu'il pose au début de son article sur l'enquête ouvrière paru dans les *Quaderni Rossi* en 1965, que : « En disant que les ouvriers sont seuls à même de décrire convenablement les conditions dans lesquelles on les exploite, Marx fait plus qu'indiquer un simple procédé opératoire. Il pose le principe d'une méthode de travail politique [...]. »² Et pourtant, le mot même de *conricerca*, assumé par les praticiens italiens de l'enquête ouvrière, révèle une ligne de partage qui doit être interrogée : une enquête *faite avec*, ce n'est pas exactement une enquête *faite par*. Il y a donc bien une ambiguïté au sein de la méthode et donc au sein de ce travail politique, qui fonde un partage des tâches – qui est peut-être aussi un partage des individus, un partage des savoirs et même, fondamentalement, un partage dans le politique qui ne serait pas loin de retrouver le rapport d'extériorité du militant à la classe ouvrière que nous avons constaté dans le texte de Lefort pour *Socialisme ou Barbarie* sur « Organisation et parti », au moment où Lefort énonçait qu'il ne peut y avoir d'enquête militante dans la classe que si l'enquêteur « admet la valeur de l'expérience prolétarienne », sous la condition qu'il « s'enracine dans sa situation et [fait] sien l'horizon social et historique de la classe »³ - ce qui revient à dire implicitement que l'enquêteur est originellement étranger à la classe en question.

Pour clarifier ce problème, il faudrait donc distinguer trois types d'enquête :

- une enquête que je nommerais « en troisième personne » - c'est celle que mène le sociologue ou le psychologue du travail, et qui est dans un rapport d'extériorité totale en ceci que le savoir sur la classe ouvrière est le produit même d'une coupure avec cette classe. Coupure *sociologique* due à la condition socio-économique du sociologue/psychologue, et qui est donc une donnée de fait ; mais aussi coupure *épistémologique*, qui est cultivée par l'enquêteur dans la mesure où celui-ci affirme

¹ Ce sont les termes de Marx présentant dans *Le Capital* l'enquête menée pour la *Revue socialiste* et parue en 1880 (cité dans l'article de Dario Lanzardo, cf. références dans la note 2).

² Dario Lanzardo, « Marx et l'enquête ouvrière », *Q.R.* 5, 1965, traduit en français dans *Quaderni Rossi, Luites ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*, Paris, Maspero, 1968, et disponible ici :

<http://multitudes.samizdat.net/Marx-et-l-enquete-ouvriere>

³ Repris dans *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Gallimard, 1979, p. 104. Nous faisons ici allusion aux éléments de problématisation proposés par Stéphane et Andrea lors de la première séance :

http://www.europphilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_5anne.Pihet-Cavazzini24.09.11.pdf

d'emblée le principe d'une distance critique avec son objet d'étude, visant à produire un savoir scientifique « neutre » et « objectif ».

- à cette enquête à la troisième personne où les ouvriers et ouvrières sont toujours les « ils » et les « elles », s'oppose un deuxième type d'enquête, celle qui se fait à la deuxième personne : celle du « tu » et du « vous », celle qui est produite par les militants non-ouvriers qui se portent à la rencontre des ouvriers. Ce serait en quelque sorte le modèle de l'enquête ouvrière tel qu'il a été assumé par les mouvements révolutionnaires des années 60-70 dont la composition de classe était mixte, les étudiants, les intellectuels et certains représentants de la bourgeoisie recherchant une jonction concrète avec la classe ouvrière via le militantisme de terrain, l'enquête ouvrière ou l'établissement en usine.
- et enfin, il y aurait un dernier type d'enquête : l'enquête ouvrière menée sur les ouvriers, par les ouvriers, pour les ouvriers.

C'est de ce dernier type d'enquête que j'aimerais examiner les conditions de possibilité, en partant d'une analyse des pratiques de ce type développées dans le cadre du syndicalisme révolutionnaire, puis, plus tard, par Simone Weil dans son expérience de « la condition ouvrière ».

Moment 1 : de l'enquête ouvrière en deuxième personne à l'enquête ouvrière permanente ; conditions d'une subjectivation politique de la classe ouvrière

C'est chez Fernand Pelloutier qu'on trouve sans doute la première ébauche politique d'une enquête ouvrière en première personne. Pelloutier, originellement, n'est pourtant pas un ouvrier au sens strict du terme : venu d'une famille de fonctionnaires, souffrant d'une santé fragile, il vivra toujours aux marges de la misère, subsistant uniquement grâce aux maigres revenus de son métier de journaliste, complétés parfois par des travaux alimentaires de copiste pour le théâtre ou de traducteur de manuels techniques. Pelloutier s'était engagé dans le journalisme dès l'âge de 16 ans en 1883, d'abord à l'extrême gauche du parti républicain, puis dans la presse socialiste. Cette empreinte du journalisme marquera durablement sa méthode d'écriture et d'intervention sociales : comme le note son biographe, « dès le début, il a le sens de l'enquête, et aussi de la participation »⁴. Après avoir fréquenté les guesdistes, Pelloutier rejoint les libertaires, et fait partie de ceux qui, désapprouvant le terrorisme des Ravachol et consorts, milite pour l'entrée des anarchistes dans les syndicats. Cette convergence entre syndicalisme, anarchisme proprement dit et certaines fractions libertaires du mouvement socialiste (à l'image des allemanistes) va produire ce qu'on appelle le « syndicalisme révolutionnaire », basé sur un scepticisme radical vis-à-vis de l'action sur un terrain politique institutionnel, et sur un modèle de révolution qui passe non pas par la prise du pouvoir d'Etat mais par sa destruction et la réorganisation de la société sur la base des organes économiques directement administrés par les ouvriers : les syndicats. Pour les syndicalistes révolutionnaires, en effet, le syndicat n'est pas seulement un cercle ouvrier capable d'organiser la résistance au quotidien face au patronat et aux logiques d'exploitation dans le monde du travail ; il est aussi un embryon de la société future en tant que collectif auto-organisé de manière égalitaire, et aussi en ce qu'il permet à la classe ouvrière de prendre ses propres affaires en main sans intermédiaire, sans passer par l'Etat, le parti ou le parlement – en s'emparant directement de l'outil de production autour duquel il s'est constitué.

⁴ Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Le Seuil, collection Points, 1985, p. 29.

Mais à ce syndicat, il faut une conscience claire du processus de production, des formes d'exploitation et de domination qui s'y exercent, et plus généralement, une vision synthétique de l'existence des classes dominées en régime capitaliste. Pelloutier va donc produire dans un premier temps, en 1894-1895, une suite d'enquêtes sur la vie quotidienne des ouvriers, à savoir : la durée du travail, les salaires, le travail des femmes, la mortalité professionnelle, le coût du logement et de l'alimentation, le chômage, etc. Ces articles paraissent de façon ponctuelle dans la presse socialiste et anarchiste de l'époque. Mais à partir de 1897, il décide de doter la Fédération des Bourses du travail d'une sorte d'observatoire permanent de la condition ouvrière sous forme d'un journal, intitulé *L'Ouvrier des deux mondes*, qui se caractérise par les points suivants : « Forte préoccupation internationale, jusque dans le titre ; primat de l'économique sur l'idéologique ; préférence pour la monographie concrète »⁵. Il s'agit pour Pelloutier de faire un bulletin « sérieux », documentant la classe ouvrière sur ses propres conditions d'existence, sur sa propre existence en tant que classe, et rassemblant pour cela les contributions de militants de qualité (Georges Sorel apportera des contributions sur l'état du syndicalisme et du socialisme en Belgique, Grande-Bretagne et Etats-Unis) – en somme, un outil éditorial capable de concurrencer la presse bourgeoise sur le plan de l'information sociale et économique, mais au service de la classe ouvrière et de son auto-éducation. *L'Ouvrier des deux mondes* sera publié jusqu'en juillet 1899, et, signe de la continuité dans son action et ses intentions, il y reprendra les articles produits en 1894-95 sur la condition ouvrière, ajoutant deux études sur l'alcoolisme et le travail des enfants.

Enfin, en 1900, il compile ces contributions en un seul volume : *La Vie ouvrière en France*, publié chez Schleicher (et repris en fac-simile par Maspéro 75 ans plus tard). Sous cette forme, l'ouvrage se présente donc comme une longue enquête sur la classe ouvrière française dans les années 1890, qui explore tous les métiers, tous les secteurs d'activité, mêlant à la fois les observations de terrain, les témoignages recueillis sur place ou par correspondance, des données empruntées à des études produites par des médecins ou des économistes, des statistiques issues des organismes d'Etat, des extraits d'articles de journaux ou d'analyses politiques venues du mouvement socialiste (au sens large). On a donc un texte composite, surprenant par la profusion et la diversité du matériau employé, variant les registres, du scientifique au littéraire en passant par le discours militant. Au moment où Pelloutier publie ce volume, il bénéficie, grâce à l'intervention de Jaurès auprès de Millerand et sur l'initiative de Sorel, d'une fonction d'enquêteur social auprès de l'Office du travail rattaché au Ministère du Commerce – une charge qui lui permettra de survivre et nourrir sa famille quelques mois à peine, et qui achève de placer son travail sous le signe de l'enquête, même si les études publiées en 1900 avaient été rédigées bien avant. *La Vie ouvrière en France* sera la dernière œuvre de Pelloutier : épuisé par sa tuberculose, il mourra dans l'indigence quelques mois plus tard, en 1901, à l'âge de 33 ans et demi.

On le voit, la position de Pelloutier dans ces enquêtes est encore largement ambiguë. Avec les études rassemblées dans *La Vie ouvrière en France*, on oscille en effet entre une conception journalistique et une conception plus sociologique de l'enquête, dans la lignée de Le Play. Journalistique parce qu'il s'agit d'une sorte de chronique au quotidien, très empirique, incluant par moments des fragments narratifs ; mais sociologique parce que les statistiques, les données chiffrées, les observations scientifiques sont mobilisées dans un souci de dresser un tableau général objectif, synthétisant les diverses facettes du phénomène « vie ouvrière ». La position de Pelloutier lui-même oscille entre l'enquête en deuxième personne et l'enquête en troisième personne telles que nous les avons définies : s'il ne peut être défini lui-

⁵ Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Le Seuil, collection Points, 1985, p. 156

même comme un ouvrier au sens strict – son biographe le définit même comme un « déclassé, voire un “raté”, vivant cette existence semi-bohème qui le situait en marge du prolétariat régulier comme de la bourgeoisie régulière »⁶ - Pelloutier n'en vit pas moins aux côtés des ouvriers au sein du mouvement syndical et des Bourses du travail : son travail de militant et d'organisateur l'amène à les fréquenter au quotidien, à partager leurs conditions de vie, à discuter longuement avec eux. Il est donc à la fois en position d'extériorité par sa situation économique objective et en situation d'immersion au sein de la classe ouvrière par son activité politique spécifique : c'est depuis ce lieu qu'il écrit les articles qui composeront le volume. La classe ouvrière, pour Pelloutier, c'est à la fois « eux » et « nous ».

Mais le passage de l'enquête en deuxième personne à l'enquête en première personne, Pelloutier va l'effectuer par une autre voie que celle du journalisme sociologico-politique : il va conceptualiser un nouvel organe social propre à la classe ouvrière, rattaché aux Bourses du travail : il s'agit du Musée du travail.

Avant d'exposer ce qu'ambitionne d'être le Musée du travail, disons juste un mot sur les Bourses du travail. Vous l'avez peut-être perçu tout à l'heure lorsque je décrivais la conception du syndicalisme et de la lutte de classe portée par le syndicalisme révolutionnaire, ce que ce dernier défend finalement, c'est une sorte de séparatisme ouvrier, une sécession active vis-à-vis de la société bourgeoise visant à construire une véritable contre-société avec ses contre-institutions. Parmi ces contre-institutions, la Bourses du travail occupe une place centrale.

Qu'est-ce qu'une Bourse du travail ? C'est un lieu au sein duquel tous les syndicats d'une ville ont leur siège, leurs bureaux et leurs salles de réunion, mais aussi une institution ou une contre-institution au sens propre du terme, formée par et pour la classe ouvrière, et qui assume des fonctions économiques, politiques et culturelles. La Bourse du travail fournit d'abord un service de la mutualité. Celui-ci comprend le placement des ouvriers via un Office national de statistique et de placement mettant en contact les différentes Bourses du travail et les renseignant sur les conditions économiques dans chaque localité, indiquant les endroits où l'on a besoin de main d'œuvre – la fonction qu'assume aujourd'hui le Pôle Emploi (ex-ANPE), sauf qu'ici l'information sur les lieux où trouver du travail est contrôlée par les ouvriers, qui peuvent boycotter les employeurs qui n'observent pas un respect minimal de certaines règles liées à la sécurité, à la rémunération, etc. Sur la base des cotisations ouvrières, le service de la mutualité délivre aussi une rémunération de secours aux chômeurs, aux ouvriers qui doivent partir dans une autre ville pour trouver un travail, mais aussi à ceux qui sont victimes de maladie ou d'accident du travail. Enfin, certaines Bourses du travail font également office de caisse de retraites ouvrières. Agence pour l'emploi, assurance maladie, sécurité sociale, caisse de retraites : on voit donc que toutes les fonctions « sociales » de l'Etat actuel étaient ici assumées par un organisme entièrement contrôlé par la classe ouvrière, en fonction d'idéaux relevant de l'entraide et de la solidarité de classe.

Mais la Bourse du travail comportait encore un *service de l'enseignement*, avec une bibliothèque, des cours professionnels et des cours d'enseignement général, ainsi que le fameux Musée social ou Musée du travail ; un *service de la propagande* fournissant les études statistiques et économiques, renseignant sur les moyens de former des syndicats industriels, agricoles et maritimes, des sociétés coopératives, ou de demander des conseils de prud'hommes, etc. ; et enfin un *service de « résistance »* attaché à la préparation matérielle et idéologique des grèves : surveillant les projets de lois menaçants, coordonnant les mouvements de grève et prévoyant des caisses de grève pour le soutien aux militants⁷.

⁶ Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Le Seuil, collection Points, 1985, p. 91.

Pelloutier résumait cet ensemble de fonctions en affirmant que les Bourses du travail « aspirent, consciemment ou non, à créer un État dans l'État, entendent monopoliser tout service relatif à l'amélioration du sort de la classe ouvrière »⁸.

C'est dans ce cadre que Pelloutier va concevoir le Musée du travail comme un aboutissement de sa démarche d'enquête sur la classe ouvrière, mais placé cette fois entre les mains du prolétariat lui-même. Il en présente le projet pour la première fois dans son journal *L'Ouvrier des deux mondes* en avril 1898. C'est en introduction à cet article intitulé tout simplement « Le Musée du travail » que Pelloutier lance cette phrase célèbre : ce qui manque à l'ouvrier, « c'est la science de son malheur ; c'est de connaître les causes de sa servitude, c'est de pouvoir discerner contre quoi doivent être dirigés ses coups ». Le Musée du travail s'offre donc comme solution à cette situation de subordination. « Il faut offrir au peuple le moyen de dégager lui-même les phénomènes sociaux, et de ces phénomènes, toute leur signification. Et pour cela, lui mettre sous les yeux ce qui est la matière même de la science sociale : les produits et leur histoire. »⁹

Par Musée du travail, il faut entendre par conséquent un dispositif inspiré à la fois des musées des arts et métiers et des expositions internationales (avec double origine, donc : artisanale et industrielle), présentant la plupart des réalisations artisanales et industrielles sous le rapport des procédés de fabrication, de leur composition matérielle, des coûts de revient en termes de transports et de salaires, des conditions de vie dans lesquelles ces réalisations ont été produites mais aussi dans lesquelles s'insèrent, qu'elles soient luxueuses et destinées à la consommation bourgeoise, ou modestes et destinées à un usage essentiellement populaire. Cet étalage serait donc susceptible de renseigner les ouvriers sur les techniques de production, leur faisant ainsi retrouver une maîtrise intellectuelle de la totalité du processus productif, connaissance dont ils ont été dépossédés par la division du travail et l'extension des échanges marchands à une échelle internationale. Ce musée serait en quelque sorte un établissement d'enseignement technologique « non pas seulement au point de vue spécial de chaque catégorie de travailleurs, mais au point de vue général, l'ouvrier ne devant pas se restreindre à l'étude des découvertes scientifiques ou mécaniques qui intéressent uniquement sa profession, mais devant embrasser l'ensemble des connaissances, observer les liens qui les unissent, acquérir la faculté de généralisation seule capable de coordonner les innombrables efforts individuels »¹⁰.

Mais cette institution serait aussi capable de leur faire prendre conscience des inégalités économiques criantes que cristallisent les objets rassemblés sous leurs yeux, aussi bien dans leurs conditions de production (l'extorsion de plus-value qui accompagne leur fabrication) que dans leur usage social déterminé (entre les mains des classes dominantes, comme objets de jouissance et de prestige confisqués à ceux qui les ont confectionnés). Le Musée du travail serait donc « un musée organisé de telle sorte que la vue seule des produits familiarisât les visiteurs avec la science économique, que la monographie accolée à chaque objet fût la plus complète et la plus éloquente leçon de socialisme et de révolution. »¹¹

⁷ Sur tout cela, cf. le chapitre 6 de *l'Histoire des Bourses du travail* rédigée par Pelloutier.

⁸ Pelloutier, *Histoires des Bourses du travail*, chapitre 6.

⁹ Pelloutier, « Le Musée du travail », repris dans *L'Art et la révolte*, choix d'articles publié aux éditions Place d'armes, 2002, p. 94-95.

¹⁰ Ibid. p. 95.

¹¹ Ibid.

Par le Musée du travail et des organismes ouvriers qui l'entourent (notamment l'Office national de statistique et de placement), ce sont ainsi les conditions d'une *enquête ouvrière permanente* qui sont réunies, puisque régulièrement alimentée en données venues de tout le territoire national via le réseau des Bourses du travail (et même de l'étranger, puisque le Musée du travail est conçu pour accueillir les produits fabriqués à l'étranger, avec les informations correspondantes). Et cette enquête est bien en première personne, mais *première personne du pluriel*, puisqu'il s'agit d'une recherche et d'une reconnaissance effectuée par *toute la classe ouvrière* sur elle-même, à travers ses institutions organiques, et avec pour seul but sa propre politisation, son éducation et sa formation en un corps unifié apte au combat social.

Moment 2 : politisation du fait technique, ou : que serait une *mécanologie politique* ?

On a tendance à l'oublier : c'est dans un voisinage étroit avec le syndicalisme révolutionnaire que Simone Weil a effectué, trente ans après ce premier moment, sa découverte de « la condition ouvrière ». Comme l'écrit Patrice Rolland dans l'excellent texte qu'il a consacré à cette question¹², « les engagements aussi bien que la réflexion politique de Simone Weil sont liés au syndicalisme révolutionnaire tel qu'il subsistait en France dans les années trente »¹³, puisqu'elle militait alors dans les rangs de *La Révolution prolétarienne*, revue et groupe devenu avec la CGT-SR le dernier héritage du syndicalisme révolutionnaire dans l'entre-deux-guerres. Oui, « le syndicalisme révolutionnaire a été le milieu d'accueil de Simone Weil au moment où elle élaborait ses principaux textes politiques », ceux des années 1933-34¹⁴, à la veille donc de son entrée en usine en décembre 1934 comme « manœuvre sur machine ».

On a beaucoup dit sur la démarche de Simone Weil consistant à s'engager en usine comme ouvrière, pour partager la condition des autres ouvriers au côté desquels elle s'était battue politiquement les années précédentes, et ce malgré son *habitus* d'intellectuelle et sa santé extrêmement défaillante, qui ne pouvaient que la rendre étrangère à un travail dans lequel l'habileté manuelle et la force physique avaient une large part. Anticipation de l'établissement en usine pratiqué plus tard par les maoïstes français, abnégation militante absolue, volonté d'éprouver ses idées jusque dans sa chair, masochisme à tonalité christique faisant de la participation à la souffrance de l'opprimé la condition de la vie éthique véritable, etc. Mais à ma connaissance n'ont pas été explorées les relations – pas forcément de convergence d'ailleurs, au-delà d'un certain air de famille – entre sa démarche et le principe de l'enquête ouvrière militante tel qu'il a été pratiqué dans les années 60 en Italie. Néanmoins, ce n'est pas cette relation-là que je voudrais étudier, mais plutôt l'apport propre de Simone Weil à la problématique de l'enquête ouvrière en première personne telle qu'elle a été traitée dans le cadre du premier syndicalisme révolutionnaire, dont elle a reçu l'héritage théorique et mémoriel.

Ce que Simone Weil va découvrir, c'est l'importance de la technique non plus seulement comme enjeu d'une réappropriation en tant que connaissance-maîtrise du processus productif, mais en tant que lieu de la subordination politique. A vrai dire, il ne s'agit pas tant d'une découverte que d'une redécouverte, dans la mesure où ses grands textes du début des

¹² Dans le volume coordonné par Charles Jacquier, *Simone Weil, l'expérience de la vie et le travail de la pensée*, Arles, Sulliver, 1998.

¹³ P. Rolland dans Ch. Jacquier, *Simone Weil, l'expérience de la vie et le travail de la pensée*, op. cit., p. 69-70.

¹⁴ P. Rolland dans Ch. Jacquier, *Simone Weil, l'expérience de la vie et le travail de la pensée*, op. cit., p. 69-70.

années 1930 avaient déjà posé la question des techniques modernes de production comme cristallisation d'un rapport social de domination entre les concepteurs-décideurs et les travailleurs-exécutants. Mais le travail en usine lui donne en fait l'occasion d'expérimenter matériellement, pour elle, cette subalternité totale de l'ouvrier, qui ne se borne pas à soumettre son corps et son âme à la discipline industrielle, mais trace entre le corps et l'âme une ligne de démarcation mortifère. En ce sens, l'enquête ouvrière que constituent ces mois passés en usine est pour Simone Weil une enquête en première personne *du singulier* : c'est la singularité de cette expérience absolument subjective qui fait sa valeur théorique, car elle va entraîner de la part de la philosophe un intense travail de réflexion, têtue et tourmenté, sur les conditions d'une possible transformation sociale de la technologie héritée. Ce travail va rencontrer sur son chemin, en 1935, l'étrange ouvrage de l'ingénieur, ajusteur, dessinateur et architecte Jacques Lafitte, intitulé *Réflexions sur la science des machines*. Dans cet ouvrage, Lafitte prétend fonder une nouvelle science, la *mécanologie*, et pour ce faire classer les machines comme les naturalistes ont classé les organismes vivants. Lafitte distingue donc pour les besoins de son analyse de l'évolution technique : les machines passives (pour l'essentiel d'ordre architectural), les machines actives, qui sont celles que l'on a spontanément à l'esprit lorsqu'on utilise le mot de machine à cette époque, et les machines réflexes, encore en cours de développement, automatisées au point de pouvoir rectifier elles-mêmes leur propre activité. Ces dernières représentent pour Lafitte un nouveau saut dans l'évolution technique, et donc dans l'évolution des sociétés humaines, puisque celles-ci pourraient bénéficier de leurs apports dans la perspective d'une autorégulation générale – anticipant ainsi ce qu'on appellera dans l'après-guerre la cybernétique.

L'usage que Simone Weil fait de la mécanologie de Lafitte est un usage dérivé, et même dévié : elle fait servir l'hypothèse des machines réflexes à sa propre hypothèse de « *machines automatiques souples* », formulée à la fin de son journal d'usine, après la multiplication sous sa plume d'observations techniques sur le métier, le tour de main, les outils et les accessoires, mais aussi sur les couplages corps-outil, sur la manière qu'ont les ouvriers de se rapporter à leur propre activité et aux machines dont ils deviennent les prolongements humains du fait d'une automatisation rigide et déterminée par le conflit capital-travail. Les « *machines automatiques souples* » dont elle formule l'hypothèse sont la réponse à l'aliénation du travail en industrie qu'elle a pu connaître sur le terrain, dans la mesure où ces machines synthétiserait l'automaticité des procédures stéréotypées avec une souplesse et une liberté conservées pour tout ce qui concerne les gestes spontanés, diversifiés ou créatifs. Cette hypothèse mécanologique de la machine automatique souple permettrait donc à l'ouvrier d'éviter la monotonie du travail en usine et de retrouver une inventivité, une variété et une aisance de mouvements que la technique capitaliste avait oblitérées, retrouvant et même potentialisant la condition qui était celle de l'artisan. « Au lieu d'opposer stérilement le machinisme à l'artisanat, il faut chercher une forme supérieure de travail mécanique où le pouvoir créateur du travailleur ait un champ plus vaste que dans le travail artisanal. »¹⁵

Des machines de ce type seraient les instruments parfaits d'une société libre, c'est-à-dire d'une société qui se serait non pas émancipée du travail, mais émancipée par le travail. Comme l'écrit presque utopiquement Simone Weil dans sa lettre à Lafitte d'avril 1936 : « J'imagine une économie décentralisée où nos bagnes industriels seraient remplacés par des ateliers disséminés un peu partout. Dans ces ateliers se trouveraient des machines automatiques extrêmement souples, qui permettraient de satisfaire dans une large mesure les besoins industriels de la région. Les ouvriers, tous très hautement qualifiés, passeraient le meilleur de leur temps au réglage. La distance entre ouvrier et ingénieur tendrait à s'effacer de

¹⁵ S. Weil, *La Condition ouvrière*, Gallimard, coll. Folio, 2002, p. 257.

manière que les deux fonctions puissent peut-être être assumées par un seul homme. Ce tableau, il est vrai, est encore bien vague. »¹⁶ (On voit donc par la même occasion qu'on est loin de la cybernétique dont Lafitte est aussi, d'une certaine manière, le précurseur.) Mais c'est qu'alors que la cybernétique prétend réduire la politique à des questions techniques (et c'est la pente sur laquelle Lafitte s'était engagé dans son essai), Simone Weil effectue un retournement par lequel la technique devient une question politique. Sa *mécanologie* est une *mécanologie politique*.

Elle met en avant la nécessité politique de procéder à une dérivation dans le cours de l'évolution technologique qui est prise en charge par (dont la force motrice est) la volonté patronale de plier le producteur à la discipline de l'usine, de le rendre docile et même acquiesçant, participant, à l'extraction de la plus-value, au despotisme d'usine. Si, comme l'avancera plus tard Castoriadis dans une certaine proximité à Simone Weil, les technologies capitalistes ne sont qu'un choix effectué par la classe dominante au sein d'un large spectre de techniques disponibles en un moment donné de l'évolution technoscientifique¹⁷, alors il est possible de bénéficier de certains « progrès » ponctuels, précis, locaux, permis par et pris dans ce large spectre de techniques. Autrement dit, il ne peut pas y avoir de passage au communisme sans l'exercice d'une action ouvrière transformatrice sur la technologie héritée. Ce qui peut se résumer ainsi : alors que l'usine se caractérise comme le lieu d'une contre-révolution permanente dont le théâtre d'opération est celui des gestes et des techniques, une politique révolutionnaire doit aussi se concevoir comme une révolution sur le plan des techniques et des moyens, exerçant son action transformatrice, son pouvoir de réorientation, sur ceux-ci.

On voit donc comment la politisation du fait technique passe par sa désobjectivation radicale, mais aussi comment cette désobjectivation s'accompagne d'une subjectivation ou re-subjectivation de la classe ouvrière. Mener l'enquête ouvrière en première personne, c'est aussi poser la question du travail et du processus de travail (et de production) *en première personne*. Ne plus poser la question de *la machine-en-soi*, de la production en soi, de la production pour-le-capital, mais de la machine pour le sujet, de son appropriation par le sujet à l'œuvre. Poser, en somme, la question de *la machine-pour-l'ouvrier*.

Quelle parenté rattache finalement l'œuvre de Simone Weil à l'entreprise de Pelloutier ? *La Vie ouvrière en France* a posé la question matérialiste du corps des ouvriers : corps au travail, corps souffrant, corps empoisonné par l'alcool, l'alimentation falsifiée et les émanations industrielles, corps dénutri, corps malade, etc. Mais cet ouvrage peut aussi être considéré comme une véritable anatomie de la classe ouvrière, qui pose celle-ci comme un corps social consistant, capable d'exercer sa force dans la lutte de classes, contre les institutions bourgeoises.

D'une manière générale, l'ambition de Pelloutier était bien de donner un corps à la classe ouvrière, et de faire en sorte que ce corps soit capable de se sentir lui-même à travers ses organes de classe (statistiques sur le monde ouvrier, rôle de l'office national ouvrier, rôle du musée du travail, etc.), de s'auto-affecter en se prenant de colère, d'amour, de révolte, etc. C'est cette question du corps que Simone Weil retrouve à sa manière, mais pour l'assumer en première personne du singulier là où prévalait chez Pelloutier le « nous » de classe. Simone Weil met son corps en jeu, à sa manière singulière qui a toujours été la sienne de ne concevoir

¹⁶ S. Weil, *La Condition ouvrière*, Gallimard, coll. Folio, 2002, p. 259.

¹⁷ Cf. le texte de Castoriadis, « Le contenu du socialisme », dans le volume du même titre publié aux éditions 10/18.

de participation en pensée avec le monde que médiée par son propre corps. Avoir part physiquement, organiquement, à ce dont elle reconnaissait la vérité (de sa volonté d'être au front en Espagne jusqu'à son activité d'ouvrière manuelle aux champs pendant la guerre).

Pour finir, je voudrais simplement traiter d'un dernier problème, d'une question que pose l'échange entre Simone Weil et Jacques Lafitte, par la nature même de la relation établie entre eux : ce que révèle cette recherche de contact de la philosophe-ouvrière avec l'ingénieur mécanologue, n'est-ce pas le fait que le savoir de l'ingénieur est devenu indispensable à l'action politique révolutionnaire sur le terrain de la technique lorsqu'a été franchi un certain degré de sophistication des infrastructures de production ?

Après les années 1930, et a fortiori, on se trouve en effet dans une situation radicalement différente de celle proposée par Georges Sorel dans *Les illusions du progrès*, où il montrait qu'un véritable progrès technique avait été obtenu par l'amélioration patiente, lente, des procédés mécaniques grâce au savoir-faire des ouvriers raffinant leurs gestes, leurs processus de travail, pliant les machines et les techniques à leurs exigences, suscitant des innovations dans ce sens – mais restant toujours maîtres souverains de leurs instruments de travail, sans médiation relevant de l'expertise de l'ingénieur ou du scientifique.

Du coup, si le savoir de l'ingénieur est devenu la médiation obligatoire vers une transformation des outils de production, faut-il penser la nécessité stratégique d'une alliance de classe ? C'est-à-dire, comme l'avait énoncé Stéphane dans notre deuxième séance, « reconnaître l'inadéquation des forces productives, dans leur base matérielle, pour un type de rapport socialiste » n'implique-t-il pas « de repenser les alliances stratégiques des partis [des organisations de la classe ouvrière en général, ajouterions-nous] avec les techniciens et cadres sous la seule condition qu'ils travaillent à une remise cause de la nature même de leur travail »¹⁸ ?

On pourrait poser le problème différemment, à la lumière de la trajectoire que nous avons dessinée aujourd'hui. Et dire que se pose en fait la nécessité d'un lieu de rencontre entre les savoirs hétérogènes de l'ouvrier et de l'ingénieur qui ne soit pas pour autant un lieu de confusion politique, ou pire, un lieu dans lequel se recrée une hiérarchisation sauvage entre les classes, les ingénieurs jouant le rôle d'intelligentsia éclairée, de technocratie progressiste s'adjoignant une élite ouvrière pour les besoins de la cause prétendument socialiste ou communiste (comme ce fut le cas dans les projets planistes des années 1930). Plutôt un lieu de déhiérarchisation des savoirs et des classes, où se rencontrent les individus *en tant que travailleurs*, un lieu de réflexion *en première personne* brisant les spécialisations et les expertises, vigilant sur les effets de domination, mais où s'échangent les savoirs techniques, manuels et intellectuels, assujettis au processus d'accumulation du capital. Le lieu de constitution d'une mécanologie non machiniste, non spécialiste, assumée par la classe entière du travail en tant que corps collectif.

Se poserait donc la nécessité d'un lieu nouveau du savoir ouvrier ou plus généralement du savoir-au-travail, des savoirs-au-travail, qui pourrait être une Bourse du travail nouvelle manière, une nouvelle « université ouvrière » comme le disait Pelloutier en reprenant le mot d'E. Petit, ou bien un Musée du travail nouvelle manière, contenant la totalité des artefacts, des matériaux, et présentant l'éventail des procédés techniques qui les mettent en œuvre. Ici se pose donc à la fois, et indissolublement, la question d'un *organon* ouvrier original, et celle d'un organe politique nécessaire à la classe du travail qui viendrait occuper une place laissée

¹⁸ Cf. son texte « Anatomie d'une politique du détail » :

http://www.europphilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_5annee_2e_seance_Pihet_15_octobre_2011.pdf

vacante par la disparition des Bourses du travail en tant qu'institutions autonomes des classes dominées en quête de leur émancipation.